

L'ACCÉLÉRATION DE L'HISTOIRE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

PAR

SONIA LE GOURIELLEC (*)

« *The world is weary of the past,
Let it die or rest at last* »
SHELLEY (1792-1822) (1)

Théâtre de conflits interétatiques, de décolonisation ou de guerres civiles, la Corne de l'Afrique accueille un nombre record de mouvements de libération nationale. Région de 1 900 000 km² de l'est de l'Afrique, frontalière du Kenya et du Soudan, bordant la mer Rouge et le golfe d'Aden, située au carrefour de la péninsule arabique, de l'Afrique et de l'océan Indien, elle accueille près de 100 millions d'habitants. Du haut de ses hauts plateaux, l'ancien Empire éthiopien, à l'histoire millénaire, contemple les Etats côtiers. Ce positionnement géographique, ainsi que l'histoire de la région expliquent le fort sentiment d'identité de ses habitants.

Souvent délaissée par les médias internationaux, elle est un véritable laboratoire pour le chercheur en Science politique : en effet, cet espace ne cesse de faire revivre les concepts de nationalisme et d'identité, sur fond d'une géographie politique en constante redéfinition. La région semble alterner périodes de conflits et simple trêve. L'état de paix devient alors une période précaire comme a pu le définir Hobbes : « *La nature de la guerre ne consiste pas dans un combat effectif, mais une disposition avérée, en allant dans ce sens, aussi longtemps qu'il n'y a pas d'assurance du contraire. Tout autre temps se nomme paix* » (2). Les crises de la Corne de l'Afrique ne finissent pas ; elles ont de multiples facettes, ce qui ne facilite ni la compréhension, ni le règlement du problème : volets politique, économique, mais aussi humanitaire ou encore médiatique.

Vingt ans après la chute de Mängestu Haylä Maryam, le Négus rouge éthiopien (3), le déclenchement de la guerre civile en Somalie et après les déclarations d'indépendance de l'Erythrée et du Somaliland, il n'est sans

(*) Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Paris-Descartes (France).

(1) « Le monde est las du passé/ Qu'il meure, ou repose enfin ! », cité par D. HALÉVY, *Essai sur l'accélération de l'histoire*, DE FALLOIS, Paris, 2001, p. 38.

(2) Thomas HOBBS, *Léviathan*.

(3) Cette couleur n'a pas de signification politique dans le cas présent. Elle permet de qualifier une couleur de peau pour les Ethiopiens.

doute pas inutile de tenter de mettre de l'ordre dans cette confusion en rappelant la nature des événements écoulés et leur déroulement. Ces derniers ne marquent-ils pas un changement de vitesse historique ? En effet, Olivier Remaud note que « *contrairement aux dynamiques en évolution constante qui privilégient le scénario mental de l'adaptation tranquille aux longues continuités, la plupart des accélérations de l'histoire, quand elles se produisent, ont néanmoins pour effet d'électriser, à des degrés divers, le système nerveux d'une société et d'ébranler la charpente des identités personnelles* » (4).

L'accélération de l'histoire marque le besoin de signifier une césure historique afin d'identifier le présent en tant qu'époque nouvelle. Cette identification du présent comme époque procure le sentiment rassurant qu'on parvient à expliquer une suite d'événements parfois brouillonne et paradoxale. L'accélération de l'histoire comprend tous les facteurs de mutations de la modernité : techniques, sociales, politiques, culturelles et symboliques (5). Cette contribution ne prétend pas résumer l'histoire contemporaine de la Corne de l'Afrique, mais de montrer que l'histoire régionale semble vivre à un « *rythme nouveau, ou (parlons comme Michelet) une nouvelle "allure du temps"* » (6) depuis le milieu du XX^e siècle et la chute de l'empereur Hailé Selassié en Ethiopie.

Nous nous attarderons plus particulièrement sur la phase post-bipolaire, qui marque une nouvelle période de mutations brusques formant les éléments déclencheurs de l'accélération de l'histoire. Nous rappellerons ensuite que la valeur du temps varie selon les lieux et les époques et que ce constat prend tout son sens dans la Corne de l'Afrique. « *Chaque réalité sociale sécrète son temps, ses échelles de temps, comme de vulgaires coquilles* », disait Fernand Braudel (7). Enfin, nous refusant à « pronostiquer » l'avenir de la région, nous émettrons une hypothèse interprétative des crises actuelles, lesquelles s'inscrivent peut-être dans une restructuration de l'ordre régional.

À L'ORIGINE DU CHANGEMENT DE VITESSE HISTORIQUE : L'INTERACTION D'ÉVÉNEMENTS DÉCLENCHEURS

Au tournant des années 1980 et 1990, plusieurs événements bouleversent l'équilibre régional. Ils marquent un avant et un après au sein de l'espace public. Leur combinaison est une synthèse de facteurs non déterminants par eux-mêmes, mais qui forme l'élément déclencheur d'une accélération régionale de l'histoire.

(4) O. REMAUD, « Petite philosophie de l'accélération de l'histoire », *Esprit*, juin 2008. p. 135.

(5) Alexandre ESCUDIER, « Le sentiment d'accélération de l'histoire moderne : éléments pour une histoire », *Esprit*, juin 2008, p. 166. Cf. également H. ROSA, *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, Paris, 2010, pp. 94-105 : l'auteur y distingue l'accélération technique, le changement social et les bouleversements du rythme de vie.

(6) D. HALÉVY, *op. cit.*, p. 22.

(7) Fernand BRAUDEL, *Écrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris, p. 119.

Ici, l'élément déclencheur est une série de crises qui mènent à un dérèglement régional et une rupture avec l'ancien système. Selon Edgar Morin, un système est « *une unité globale organisée d'interrelations entre éléments, actions ou individus* » (8). On peut alors décrire un système à partir des caractéristiques des interactions entre ces éléments, ainsi que par la sophistication de son organisation et son degré de complexité. Un système survit grâce à son organisation hiérarchique ; sa conservation suppose que soit respectée une certaine stabilité dans la circulation des flux qui le traversent et alimentent ses composants. Or, des dysfonctionnements peuvent apparaître et compromettre cet équilibre : « *La crise s'instaure quand cesse un certain consensus [...] sur l'ordre établi* » (9). Les tensions naturelles s'exacerbent entre un projet destiné à consacrer un ordre nouveau et un autre projet fondé sur la préservation du *statu quo* : la crise est un moment critique qui signale un « changement d'état » du système (10).

Crises en série

La crise, qu'elle soit interne à un Etat ou internationale, représente à la fois une cassure par rapport à un équilibre antérieur, mais aussi une étape vers un renouveau : soit un nouvel équilibre en phase avec les nouveaux rapports de force ; soit, à l'inverse, le chaos, au sens d'une nouvelle situation marquée par un haut degré d'inorganisation (guerre civile par exemple). La crise est déclenchée par un ou plusieurs « *événement(s) majeur(s)* » (11), lesquels constituent en quelque sorte le détonateur qui enclenche une dynamique de crise. Cette dynamique est dangereuse, car elle survient de manière inattendue et brusque. Ses effets mettent en évidence des vulnérabilités non clairement perçues auparavant.

Ainsi, dans la période post-bipolaire, l'histoire dans la Corne de l'Afrique « *venait de perdre sa stabilité* » (12). Une série d'« *événements majeurs* » sert d'éléments déclencheurs à une accélération de l'histoire. Le premier de ces événements a conduit au pouvoir les hommes politiques qui sont encore aujourd'hui à la tête des Etats de la région (13). Les relations interétatiques actuelles y trouvent ainsi leurs racines. Cette rupture stratégique intervient à la fin de la Guerre froide : la dislocation de l'URSS et du camp socialiste est un des éléments entraînant la chute du régime de Siyaad Barre en Somalie, puis celle de Mengistu en Ethiopie.

(8) D. DURAND, *La Systémique*, PUF, Paris, 1979, p. 8.

(9) P. BRAILLARD, *Théorie des systèmes et relations internationales*, Bruylant, Bruxelles, 1977, p. 53.

(10) L. POIRIER, « Essai de stratégie théorique », *Cahier (FEDN)*, n° 22, 2^e trim. 1983, p. 321.

(11) Patrick LAGADEC, *La Gestion des crises : outils de réflexion à l'usage des décideurs*, McGraw-Hill, Paris, 1991, p. 37.

(12) D. HALÉVY, *op. cit.*, p. 20.

(13) Mälläs Zénawi, le Premier ministre éthiopien, est décédé en août 2012.

La fin de l'affrontement bipolaire constitue la première phase de la crise. Or, les premières phases passent souvent inaperçues (14). En effet, en Ethiopie et en Somalie l'accord de paix signé entre Siyaad Barre et Mengistu le 3 avril 1988 rend moins stratégique l'endiguement du bloc communiste auquel l'Ethiopie était rattachée. La répression sanglante menée dans la région du Somaliland par le régime de Siyaad Barre décrédite la Somalie auprès de ses partenaires occidentaux. « *La question des droits de l'homme s'est imposée comme un paramètre essentiel dans le positionnement des Etats-Unis au regard du régime* » (15) : le 1^{er} août 1988, les aides économiques et militaires américaines sont ainsi suspendues. Le 27 janvier 1991, les rebelles somaliens du United Somali Congress prennent le palais présidentiel : le chef de l'Etat, Siyaad Barre, est alors contraint à la fuite. Enfin, le 18 mai 1991, le Mouvement national somalien (MNS), au nord du pays, annonce sa décision de faire sécession et instaure un Etat « souverain et indépendant » qui reprend le nom de l'ancien protectorat britannique du Somaliland.

Le déclin du régime éthiopien s'annonce quant à lui dès 1987, avec l'adoption d'une constitution instaurant une « république démocratique et populaire », après treize ans d'un gouvernement militaire provisoire dominé par le colonel Mengistu. La situation du pays est alors critique tant dans ses relations avec les pays voisins qu'en interne : le régime combat la rébellion sécessionniste d'Erythrée et se voit défait à deux reprises à Afabét ; la réforme agraire a échoué, la villagisation des paysans n'est pas acceptée, les rébellions internes se multiplient (Oromo, Afar, somali, et surtout tigréenne). Une tentative de coup d'Etat échoue le 16 mai 1989. Le régime du Därg est décrédibilisé. Face à ces crises, Mengistu renie alors l'idéologie marxiste-léniniste et cherche de nouveaux soutiens, cette fois dans le bloc de l'Ouest. Ces événements marquent ainsi le retour des Etats-Unis. Le 21 mai 1991, trois jours après l'annonce de la sécession du Somaliland, la radio nationale éthiopienne annonce le départ du président-colonel Mengistu Haïlé Mariam après quatorze ans au pouvoir. Le général Tesfaye Gabre Kidane, qui occupait jusque-là le poste de vice-président, assure l'intérim.

Quelques mois après, le 15 novembre 1991, l'armée française procède à l'évacuation de Tadjoura, à Djibouti. Les maquisards afars et l'armée régulière multiplient alors les combats dans le nord du pays. Parallèlement, la chute du régime de Mengistu en Ethiopie permet à l'Erythrée de prendre son indépendance. Le 27 avril 1993, Issayas Afworki, le numéro un de la rébellion érythréenne affirme : « *A compter d'aujourd'hui, l'Erythrée est un pays souverain* ». 99,8 % des électeurs se sont prononcés pour l'indépendance de l'ancienne province éthiopienne. Toutefois, les relations avec l'Ethiopie n'en seront pas pour autant apaisées, puisque le 18 mai 1998 la radio

(14) Patrick LAGADEC, *op. cit.*, p. 60.

(15) Marc FONTRIER, *L'Etat démantelé : 1991-1995. Annales de Somalie*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 26.

nationale éthiopienne exige « *le retrait inconditionnel des troupes érythréennes stationnées sur le territoire éthiopien* » du Nord-Ouest, avant de se lancer dans une guerre sanglante qui se poursuivra jusqu'en 2000 et déstabilisera durablement la région.

Un système d'Etats, de nouveaux rapports de force

La fin de la Guerre froide et du système bipolaire a constitué un bouleversement pour la région, même s'il convient de ne pas le surestimer. En effet, les Etats de la Corne, fortement intégrée au système bipolaire, ont malgré tout su conserver leur propre autonomie et ont essentiellement cherché à tirer profit de ce contexte. Bien que les deux blocs aient tenté d'acquérir une position stratégique dans la Corne de l'Afrique pendant toute la période de la Guerre froide, ils n'ont pas su s'imposer. Ainsi, on le voit, les thèses défendues par Francis Fukuyama sur « *la fin de l'histoire* » – au sens hégélien du terme – et Samuel Huntington quant à la prédominance des conflits culturels, religieux et de civilisations ont montré leurs limites. Puis, le lancement de la guerre globale contre le terrorisme en 2001, une nouvelle fois juxtaposée aux logiques propres des conflits locaux, a créé une rupture internationale avec les répercussions régionales.

Ces exemples montrent le vaste éventail de conflits dans la région. Bien qu'il soit difficile d'établir les ramifications historiques et géographiques d'un conflit par rapport à l'autre, un véritable « système d'Etats » a émergé à l'échelle régionale, construit autour d'alliances et d'oppositions interétatiques nouvelles. Des conséquences durables découlent de ces « événements majeurs ». Des intérêts ou des valeurs jugés comme fondamentaux affectent les acteurs étatiques, mais aussi les organisations internationales, etc. De nouveaux rapports de force s'instaurent entre ces acteurs, tant au niveau national que régional. Il en résulte une affection plus ou moins importante des relations internationales et des modalités de coopération entre acteurs.

L'accélération du processus historique entamée par ces événements déclencheurs au début de la période post-bipolaire ne peut être interprétée uniquement en termes de succession cumulative. Ces événements introduisent des changements exceptionnels. Ils entrent en relation les uns avec les autres pour former un processus déclencheur. Ces crises ont des conséquences majeures au niveau national et régional sur les politiques et les sociétés. Néanmoins, avant d'étudier cet impact, n'est-il pas paradoxal d'évoquer une accélération du temps dans la Corne de l'Afrique, région « réputée » de temps long ?

LE PARADOXE DE L'ACCÉLÉRATION DU TEMPS DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Une mythologie fortement développée dans le monde occidental voit la Corne de l'Afrique comme « hors du temps ». Il est vrai que l'harassante

chaleur et la consommation de khat (16) plongent les populations côtières dans une torpeur qui donne au touriste de passage ce sentiment de suspension du temps. Le développement limité des moyens de communication et de transport fait de cet espace la périphérie d'un monde plongé dans la mondialisation et au développement exponentiel. Ces moyens qui, dans d'autres contrées, réduisent les distances et contractent le temps sont ici relativement peu développés.

Hors du temps, dans le temps

L'Erythrée semble figée dans le souvenir des années de libération et l'euphorie des premières années d'indépendance où tout était à construire. Après la guerre contre l'Éthiopie en 1998, le régime a préféré s'isoler. Ce dirigisme et cet autoritarisme sont alors justifiés par le climat de guerre froide qui règne. Le régime autoritaire surveille et arrête les élites et les intellectuels, ainsi que toute opposition qui tenterait de s'exprimer. La jeunesse est mise au pas afin d'empêcher la formation de toute conscience politique par un parti dominant qui rejette l'individualisme et l'intellectualisme. Pour le gouvernement, le service national est nécessaire à la construction de la nation ; il permet d'inculquer aux jeunes le sens de la loyauté et du patriotisme. Cette militarisation de la société reflète et renforce la perception du régime : tout problème a une solution militaire. Le pays apparaît ainsi coupé du monde et hors du temps.

Le temps est aussi une notion particulière en Éthiopie, ce qui autorise une représentation parfois caricaturale du pays. Ainsi, le calendrier éthiopien commence 7 à 8 ans après le calendrier grégorien et se compose formellement de treize mois, ce qui explique l'origine du slogan de l'Office du tourisme national, « Éthiopie : 13 mois de soleil », et la commémoration du bimillénaire éthiopien, le 11 septembre 2007 (17). Or, ces clichés d'une Éthiopie présentée « *comme une forteresse "hors du temps, immobile, intacte", un îlot de "chrétienté" dans un océan de musulmans, "éternellement" en butte aux jihad qui ne manqueront pas de la submerger* » (18) sont trompeurs et erronés, comme l'a démontré Alain Gascon. Le pays se transforme à grande vitesse depuis la révolution marxiste de 1974 qui déposa le dernier empereur Hailé Selassié et la fuite de Mengistu en 1991. La notion d'accélération du temps trouve toute sa pertinence. Depuis le tournant du début des années 1990, tout se précipite : la prise de pouvoir par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) et la mise en place d'une Constitution instituant le fédéralisme ethnique constituent un tournant jugé

(16) Plante stimulante et euphorisante dont les feuilles sont mastiquées par une partie des populations de la région.

(17) De même, les Éthiopiens décomptent les heures au lever du jour (soit avec un décalage de 6 h sur notre pratique) et les divisent en deux tranches de 12 h correspondant à la journée et à la nuit.

(18) Alain GASCON, « La Corne de l'Afrique : vers un nouvel ordre régional ? », communication à une conférence organisée par l'ANAJ-IHEDN, 5 avr. 2012.

« *radical et pionnier* » (19). Ce texte est en effet devenu un véritable mythe fondateur pour le régime et a été largement repris par les médias (20). Il inscrit le régime en rupture avec les précédents.

L'accélération de l'histoire

Le thème de l'accélération ne renvoie pas uniquement à une série d'événements historiques déclencheurs, qui n'existent d'ailleurs que par l'ampleur de leurs conséquences. Alexandre Escudier montre que l'accélération de l'histoire « *renvoie aussi bien à la face subjective de l'expérience du temps social qu'à la face objective des structures dynamiques des sociétés* » (21). Il renvoie ainsi aux mutations techniques, sociales, politiques, culturelles, etc. Pour Olivier Remaud, « *l'idée de progrès organise le temps des sociétés* » (22). Cette idée de progrès – ici de développement économique – occupe l'esprit des politiques et des rédactions de journaux.

Comme l'explique encore Olivier Remaud : « *Plus que jamais, la conscience qu'une époque a de son histoire dépend des changements qui sont espérés. Les attentes étaient auparavant rivées à un au-delà qui n'intégrait pas l'expérience du présent tandis que le futur était tributaire du passé. [...] L'introduction décisive des idées de progrès et de perfection possible revalorise l'espoir. [...] L'idéologisation se fabrique dans le mouvement de mise à distance des expériences anciennes. Elle se poursuit lorsque les nouvelles notions servent le combat politique en devenant des objets de dispute partisane. [...] Le concept de progrès occupe les esprits non seulement des érudits mais aussi des lecteurs, des parents ou bien des éducateurs. Il est discuté dans les amphithéâtres comme dans les rédactions de journaux et de revues. L'idée de progrès organise le temps des sociétés* » (23).

Ainsi, en Ethiopie, les dirigeants du mouvement qui menèrent la lutte de libération, le FDRPE, et assurèrent la transition prônent dans leurs discours la mise en place d'institutions démocratiques. Cette démocratisation doit permettre d'arriver au développement économique. Cependant, la démocratisation annoncée va rapidement montrer ses limites aussi bien lors de la transition, des premières élections en 1992 et 1995, qu'aujourd'hui. L'échec du processus de démocratisation entraîne un véritable renversement de la logique qui se produit par la suite. Le développement est ainsi souvent privilégié aux dépens de la démocratisation du régime (24).

(19) D. TURTON, « Introduction », in D. TURTON (dir.), *Ethnic Federalism, The Ethiopian Experience in Comparative Perspective*, Addis Ababa University Press/James Currey, Addis Ababa/Oxford, 2006.

(20) J.-N. BACH, *Centre, périphérie, conflit et formation de l'Etat depuis Ménélik II : les crises de et dans l'Etat éthiopien (XIX^e-XXI^e siècle)*, thèse de doctorat sous la direction de Dominique Darbon, soutenue le 24 octobre 2011, p. 448.

(21) Alexandre ESCUDIER, *op. cit.*, p. 166.

(22) O. REMAUD, *op. cit.*, p. 137.

(23) *Id.*

(24) J.-N. BACH, « Partition et répartition des espaces : actualité de l'Afrique. Soudan – Corne de l'Afrique », communication à une table ronde organisée par l'Association des internationalistes, 22 oct. 2012.

Affiche représentant l'ancien Premier ministre, Mälläs Zénawi
« Un leader africain qui s'engage pour la démocratie,
la paix et le développement »



Source : photo prise par l'auteur, place Mescal, Addis Abeba, janv. 2012

Le développement est donc devenu une véritable idéologie pour le gouvernement en place. Un développement devenu une nécessité pour un pays de 87 millions d'habitants, qui devrait atteindre près de 180 millions en 2050. L'Éthiopie change de visage. En quelques années, la capitale s'est dotée de routes et de cybercafés, les habitants, de téléphones portables. Ethiopian Airlines, la compagnie aérienne nationale, connaît une croissance spectaculaire (25). L'État a entamé des grands travaux d'infrastructures dans le pays (26), affiche une croissance économique élevée et fait d'importantes concessions à des groupes agroalimentaires, au risque de susciter le mécontentement d'une partie de la population évincée des terres qu'ils cultivaient.

Certes, les Éthiopiens conservent en mémoire le mythe fondateur de leur culture qu'est la dynastie salomonienne, ce qui n'a pas toujours facilité la réception de l'innovation (27). La reine de Saba et Salomon aurait eu un fils, Menilek I^{er}, le premier Roi d'Éthiopie, et Hailé Selassié en serait le 225^e descendant. Ce mythe fait des Éthiopiens le « peuple élu », devenu chrétien. Alain Gascon a ainsi montré, dans son ouvrage *Sur les hautes terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie*, l'articulation entre le temps long salomonien-braudélien et le temps court de l'actualité. Ce mythe fondateur impose une vision providentielle de l'histoire et une forte capacité

(25) Dotée de plus d'une cinquantaine d'avions, elle relie une quarantaine de pays africains et dessert un réseau international.

(26) M. LACHAL, « Le détournement des eaux sacrées du lac Tana (Éthiopie) vers les centrales fédérales de production hydroélectrique : de nouvelles tensions régionales en perspective », *Sécurité globale*, n° 18, hiv. 2011-2012, pp. 39-53.

(27) Alain GASCON, « L'Éthiopie et le temps : la Bible, le Meiji, le Guépard », *Sécurité globale*, n° 18, hiv. 2011-2012, pp. 27-39.

à espérer (28). Le pays est aujourd'hui tourné vers l'avenir : « *l'espérance est devenu une vertu* » (29).

L'éclatement de la Somalie

Alors que l'Éthiopie a connu des bouleversements majeurs au cours des années 1990 et que la sécession de l'Erythrée semblait annoncer l'émiettement de l'ancien empire éthiopien, c'est la Somalie qui a implosé. Ce paradoxe rend d'autant plus originale la trajectoire historique de la région. Pourtant composée majoritairement d'une ethnie (30), et longtemps considérée comme le seul Etat-nation du continent, la Somalie a sombré dans la guerre civile. Le pays s'est divisé en trois : au Nord le Somaliland indépendantiste, au centre le Puntland autonomiste et au Sud la Somalie, dirigée officiellement par un nouveau gouvernement depuis septembre 2012, mais concurrencée sur une partie du territoire par une insurrection d'extrémistes religieux, les Shabaab. Le Somaliland fonctionne comme un Etat (monnaie, institutions, forces de l'ordre, relations interétatiques avec ses voisins...) et s'appuie sur un territoire correspondant à l'ancien British Somaliland, une colonie distincte de la Somalia Italiana dont elle a obtenu son indépendance séparément. Le Puntland a sa propre constitution et collabore avec le Sud du pays pour mettre en place un Etat fédéral. Donc, plus des deux tiers du pays sont relativement paisibles. Néanmoins, après vingt ans de guerre civile, le pays est dévasté et tout est à reconstruire.

Là encore, c'est l'intervention kenyane qui fut l'élément déclencheur de la guerre contre le Shabaab. En effet, depuis 2007, face au manque de volonté d'intervention des acteurs internationaux, l'Union africaine décide de la création d'une mission en Somalie (African Union Mission in Somalia, AMISOM). Cette mission, autorisée par le Conseil de sécurité et agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ne devait pas excéder une période de six mois. L'ONU devait rapidement prendre le relais. Or, le mandat de l'AMISOM n'a cessé d'être renouvelé sans relais onusien. L'AMISOM a longtemps été trop faible et manquait de moyens, de connaissances et de buts, tout comme l'ONUSOM auparavant. Elle se cantonnait à quelques quartiers de la capitale jusqu'à ce que l'intervention kenyane, « Linda Nchi », et, surtout, son enlisement obligent le Kenya à passer sous casque blanc de l'Union africaine, aux côtés des Ougandais et des Burundais, et à modifier, de fait, le concept stratégique de la mission. L'AMISOM s'étend depuis le début de l'année 2012 à tout le sud du pays et réussit à faire reculer les Shabaab.

(28) Alain GASCON, « Les modifications coercitives du peuplement en Ethiopie : Staline et Pol Pot en Afrique ? », *L'Information géographique*, vol. LXXI, n° 1, 2007, p. 29.

(29) D. HALÉVY, *op. cit.*, p. 29.

(30) La Somalie est peuplée majoritairement de Somalis (plus de 85 % de la population) et d'une minorité de non-Somalis, comme les Bantous, descendants d'esclaves ou des agriculteurs de la période pré-somalie. Pour une synthèse sur ce point, cf. M. HILL., *No Redress : Somalia's Forgotten Minorities*, Minority Rights Group International, 2010, 40 p.

Toutes ces mutations rapides au niveau national ont donc des répercussions régionales. La Corne de l'Afrique vit une période historique qui, en raison de l'intensité des événements qui s'y succèdent et de leur importance, fait se contracter le temps. Cette succession de crises marque-t-elle le passage vers un nouvel équilibre ou vers le chaos ?

VERS UN NOUVEL ORDRE RÉGIONAL ?

« *L'ordre et le désordre sont comme l'avvers et le revers d'une monnaie : indissociables. Deux aspects liés au réel, dont l'un, au regard du sens commun, apparaît comme la figure inversée de l'autre* » (31). Ainsi, pour George Balandier, « *le désordre se traduit en ordre* ». Nous faisons nôtre ce postulat. Il sera l'hypothèse interprétative que nous avancerons pour comprendre les crises que traverse la Corne de l'Afrique.

Les événements déclencheurs du début des années 1990 et le lancement de la guerre globale contre le terrorisme participent en effet de la construction d'un nouvel ordre régional, qui s'avère conflictuel. Nous pouvons ainsi transposer la définition de l'ordre international à celui d'ordre régional : « *une entente implicite entre les acteurs internationaux autour des règles et des principes régissant leurs relations et des objectifs généraux qu'ils devraient poursuivre* » (32). Cet ordre se fonde sur l'axe formé par l'Ouganda, l'Ethiopie, Djibouti et le Kenya. L'objectif commun de ces pays est de créer un ordre régional – au sens de stabilité – qui ne serait pas menacé par des organisations combattantes concurrençant l'Etat. L'ordre régional s'apparente alors à un processus de régulation des relations entre les Etats. Bien que le terrorisme djihadiste soit ciblé, dans le contexte de la guerre globale contre le terrorisme lancée en 2001, les Etats y voient aussi l'occasion de lutter contre des groupes combattants nationaux.

Deux types d'ordres régionaux

La Corne de l'Afrique correspond aux deux types d'ordre régionaux : l'ordre régional « superpositionné » et l'ordre régional déstructuré. Dans le premier cas, des forces extérieures ont intégré la région, *via* l'installation de bases militaires, et les dynamiques sécuritaires régionales sont redessinées par les rivalités entre les puissances extérieures présentes dans la région. On pense bien sûr ici à la présence de nombreuses bases militaires à Djibouti. Ce petit pays de 23 000 km² au climat aride est devenu pour les Etats-Unis le centre de gravité de la lutte antiterroriste dans la Corne de l'Afrique et dans la péninsule arabique. La France s'en sert comme base de projection pour ses forces et comme terrain d'aguerrissement. L'Union européenne s'y

(31) Georges BALANDIER, *Le Désordre. Eloge du mouvement*, Fayard, Paris, 1988, p. 117.

(32) A. MACLEOD / E. DUFAUFT / F.-G. DUFOUR / D. MORIN (dir.), *Relations internationales. Théories et concepts*, CEPES/Athéna Editions, 2008 (3^e éd.), p. 299.

est installée afin de lutter contre la piraterie. Dans un même objectif le Japon y a construit sa première base à l'étranger depuis 1945 (33). Au sein des ordres régionaux déstructurés, les unités du système sont trop faibles pour créer une interdépendance sécuritaire au niveau régional : le niveau national domine alors le régional et les unités du système ne sont pas des menaces sécuritaires majeures les unes envers les autres.

Les changements du début des années 1990 auraient pu ouvrir une ère de paix dans la région, fondée sur un nouvel équilibre entre les acteurs. Or, dès 1998, l'ordre régional établi est perturbé par la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Débutée en mai 1998 et ayant formellement pris fin avec l'accord de paix de décembre 2000, cette guerre a été un facteur de réactivation des guerres par procuration (34) : des conflits armés secondaires, souvent « de basse intensité », menés dans le cadre d'une lutte de pouvoir ou d'une guerre ouverte entre des États, en soutenant des mouvements insurrectionnels. La guerre érythro-éthiopienne est un véritable tournant sur ce plan : l'objectif est de déstabiliser l'autre camp par une logique, un peu caricaturale, selon laquelle « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». Pendant cette guerre, Jon Abbink avait listé près de vingt-cinq groupes armés locaux ou mouvements insurrectionnels qui avaient à un moment ou un autre reçu le soutien de l'un des deux pays.

La guerre contre le terrorisme

Une nouvelle rupture stratégique est marquée par la guerre globale contre le terrorisme. Le 24 décembre 2006, lors d'un discours télévisé, le Premier ministre éthiopien, Mälläs Zénawi, annonçait l'entrée en guerre de son pays contre les islamistes somaliens afin de défendre la souveraineté de l'Éthiopie. Cette dernière ne se retirera que début 2009, après que l'AMISOM a pris le relais. En octobre 2011, le Kenya, rejoint par l'Éthiopie, se lancera également dans une opération militaire en territoire somalien contre les Shabaab. La conflictualité ne touche alors pas uniquement le territoire somalien. Le 11 juin 2008, suite à des échanges de tirs dans la région de Ras Doumeira avec les forces érythréennes, un communiqué du ministre djiboutien de la Défense nationale rappelait sous les drapeaux et réintérait dans leurs unités les retraités militaires, gendarmes et policiers. « *On ne les laissera pas occuper une partie de notre territoire, quel que soit le prix à payer pour notre population* », déclarera quelques jours plus tard Ismaïl Omar Guelleh, le Président de la République de Djibouti.

Les conséquences les plus évidentes des événements du début des années 1990 sont donc la modification de rapports de force entre les acteurs du système politique régional et la création d'un désordre régional. Ces rapports

(33) Sonia LE GOURIELLEC, « Base militaire à Djibouti : le paradoxe de la puissance japonaise », *Défense nationale*, n° 734, nov. 2010.

(34) Jon ABBINK, « Ethiopia-Eritrea : proxy wars and prospects of peace in the horn of Africa », *Journal of Contemporary African Studies*, sept. 2003.

de force proviennent de nouveaux liens entre le système politique de la région et le reste du monde. Ils sont, entre autres, la conséquence de la guerre contre le terrorisme et du parrainage d'une puissance extérieure. Le soutien américain aux Etats pivots, dont l'Ethiopie fait partie, en est un bon exemple. Ces rapports de force sont aussi, paradoxalement, le fait d'une rupture des liens antérieurs, comme l'illustre l'isolationnisme de l'Erythrée et, plus généralement, l'orientation de sa politique étrangère.

Au cœur des conflits se trouve le territoire, les Etats ayant intériorisé les normes de souveraineté que sont l'indépendance et l'intégrité du territoire. L'intervention éthiopienne en Somalie en 2006, justifiée par l'arrivée au pouvoir à Mogadiscio de groupes nationalistes et unionistes, faisait résonner le souvenir du vieil irrédentisme pan-somali qui avait déjà fait tonner les canons à la fin des années 1970. De même, la délimitation des frontières, prétexte aux conflits Ethiopie/Erythrée de 1998, Djibouti/Erythrée de 2008, mais aussi Somaliland/Puntland, instaure un climat d'insécurité territorial perpétuel. « *La distinction entre ennemi et rival est relative aux intentions que les Etats se prêtent mutuellement, car les représentations que les rivaux se font les uns des autres sont fondées sur une image de menace réciproque de moindre intensité que dans une structure d'inimitié ou d'hostilité : un Etat qui considère l'autre comme son ennemi lui nie le droit d'existence et donc a l'intention de le faire disparaître soit en le tuant soit en l'intégrant dans son empire* » (35).

S'il ne semble pas que les acteurs étatiques régionaux nient l'existence de leurs voisins, il en est autrement des représentations que chaque Etat se fait des intentions de l'autre. Ainsi, l'Erythrée se vit comme un Etat dont la légitimité n'est pas acceptée par tous ses voisins. Le régime participe de ce sentiment de manque de reconnaissance et se pense ainsi en danger perpétuel. L'accélération de l'histoire « *déracine les individus* » (36). D'où la résurgence des phénomènes identitaires et nationalistes savamment orchestrés parfois par les gouvernements.

* *

*

Les accélérations de l'histoire dessinent sans conteste un avant et un après. La Corne de l'Afrique a été marquée par des événements fondateurs tout au long du XX^e siècle, mais les changements de régimes, la naissance de nouveaux Etats et la guerre civile en Somalie et leurs conséquences dans les décennies qui suivent imposent sans conteste une rupture de cadence du processus historique. L'échec de la démocratisation peut conduire à d'autres crises qui seraient une nouvelle étape dans le phénomène que nous avons analysé. La guerre froide qui continue d'opposer l'Ethiopie et l'Erythrée forme une véritable césure dans la région et influence tout le système.

(35) Dario BATTISTELLA, *Retour de l'Etat de guerre*, Armand Colin, Paris, 2006, p. 117.

(36) Olivier REMAUD, *op. cit.*, p. 145.

La phase d'accélération de l'histoire n'est pas terminée ; déjà des signaux d'alerte sont perceptibles. Les gouvernements, en général, essaient d'arbitrer entre deux groupes d'objectifs : la sécurité, l'efficacité et l'adaptation d'une part, l'égalité, la liberté, la participation d'autre part. Les différents types de régime politique, qu'ils soient démocratiques ou non, définissent un équilibre entre l'ensemble de ces finalités. Toutefois, des signes de vulnérabilité apparaissent lorsque cet équilibre est remis en cause par des phénomènes de revendications sociales peu développés jusqu'alors, comme la montée de la contestation au sein des diasporas. Ces signes peuvent aussi provenir de l'appareil de gouvernement, par l'utilisation plus intense des instruments de sécurité intérieure et extérieure : on pense par exemple à l'adoption, en Ethiopie, d'une loi antiterroriste autorisant notamment des arrestations et des fouilles par les forces de sécurité sans le mandat d'un juge, mais aussi aux sévères restrictions imposées aux ONG, ainsi qu'à la réglementation restrictive des télécommunications.

Les révolutions dans le monde arabe ont aussi révélé certaines vulnérabilités. Elles ont eu des effets dans les pays de la région, avec l'émergence de manifestations à Djibouti en février 2011 et le raidissement des régimes érythréen et éthiopien. Si ces événements sont restés sans suite, ils marquent tout de même une situation d'urgence, une radicalisation des opinions, voire une modification des rapports de force antérieurs, avec un renforcement de l'opposition déjà existante.

Si le jeu de congélation et d'accélération permet d'expliquer l'évolution des sociétés des Etats autoritaires, se pose la question de savoir si les régimes de la Corne de l'Afrique vont poursuivre leur aspiration au développement. Cette vision est presque devenue idéologie en Ethiopie : elle était au cœur du discours des mouvements de libération qui ont pris le pouvoir au début des années 1990, tant en Ethiopie qu'en Erythrée. Ou alors les Etats de la région vont-ils entrer dans une forme de léthargie, propre aux régimes autoritaires, comme on peut déjà l'observer en Erythrée ? L'héritage idéologique de ces régimes d'inspiration marxiste-léniniste-maoïste permet de comprendre la culture autoritaire des dirigeants. La contestation interne pourrait-elle réellement émerger en l'absence, dans certains de ces Etats, d'un véritable espace public ? Les années à venir seront riches d'enseignement. « *L'histoire ne s'avance pas comme un fleuve tranquille* », explique Edgar Morin (37).

(37) Edgar MORIN, « L'histoire entre la congélation et l'accélération », entretien avec F. A. KHAVAND, *Le Trimestre du monde*, 4^e tri. 1991, p. 83.

